

## Guterres appelle à mettre fin "au calvaire des populations" dans les Grands Lacs

ONU Info, 5 mai 2023 Arrivé vendredi à Bujumbura, au Burundi, pour prendre part au 11<sup>e</sup>me sommet du mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région, le Secrétaire général de l'ONU a appelé à «mettre un terme au calvaire des populations, qui trop souffert, notamment en République démocratique du Congo».

Selon António Guterres, malgré les progrès importants réalisés en termes de coopération et d'intégration régionales, «la crise actuelle souligne la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre, de façon intégrée, les engagements de l'Accord-cadre». «Cela implique des moyens techniques, financiers et humains. Mais surtout, cela exige une volonté politique collective pour mettre en œuvre l'esprit et la lettre de l'Accord-cadre : afin de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité ; de briser le cercle vicieux des conflits dans la région ; et de mettre un terme au calvaire des populations, qui n'ont que trop souffert, notamment en République démocratique du Congo», a déclaré le chef de l'ONU, lors d'un point de presse aux côtés du Président burundais Évariste Ndayishimiye. M. Guterres a renouvelé son appel à «la désescalade, à l'apaisement et à la retenue». «Les groupes armés, quels qu'ils soient, étrangers ou locaux, doivent déposer les armes en RDC», a-t-il dit. Des processus menés par et pour les Africains. M. Guterres a salué les efforts «inlassables» des dirigeants de la région, notamment les processus de paix de Luanda et de Nairobi, qui ont mené à une désescalade des tensions et ont créé les conditions d'un dialogue entre les parties. «Ces efforts illustrent tout le potentiel d'initiatives africaines en matière de paix et de prévention des conflits» et doivent être soutenus par toute la communauté internationale. Il a appelé chacune des parties à «mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de ces deux processus complémentaires ; en finir avec les discours de haine et à ouvrir pour rétablir la confiance ; et s'abstenir de toute action susceptible de saper les progrès réalisés pour la paix en RDC». Le chef de l'ONU a réitéré son engagement de l'ONU à soutenir les initiatives de paix régionales et les mécanismes établis dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda, notamment à travers le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs et la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO). Il a exhorté tous les partenaires internationaux à faire de leur mieux et à contribuer à renforcer l'appui technique et financier et ainsi à ouvrir la voie à la paix et à la stabilité en RDC et dans la région. Le HCR met en garde contre les besoins croissants. De son côté, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit extrêmement préoccupé par les conséquences dévastatrices pour les personnes déplacées des attaques récurrentes des groupes armés en République démocratique du Congo (RDC) et demande que les efforts humanitaires soient soutenus de toute urgence. «Avec 6,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus de 1,3 million de Congolais qui se sont réfugiés dans d'autres pays d'Afrique, la situation en RDC est l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus longues du continent», a affirmé lors d'une conférence de presse régionale de l'ONU à Genève, la Directrice de la protection internationale au HCR, Elizabeth Taylor. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, dans la seule province du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, 1,2 million de personnes ont été forcées de fuir leur foyer depuis mars 2022, lorsque les affrontements entre les groupes armés et les forces gouvernementales ont repris. Les abris d'urgence fournis ne couvrent que 3% des besoins estimés. Par conséquent, des centaines de milliers de personnes endurent maintenant des conditions de vie désastreuses dans des abris rudimentaires autour de la capitale provinciale du Nord-Kivu, Goma, et dans le district de Kanyaruchinya, sa périphérie. Les sites de placement spontanés, parfois situés à quelques kilomètres seulement des lignes de front de conflit entre les groupes armés non étatiques et les forces de la RDC au Nord-Kivu, offrent une sécurité relative aux populations qui ont été forcées de fuir la violence. Dans la périphérie de Goma et dans le territoire adjacent de Nyiragongo, 564.000 personnes sont toujours déplacées. À Buchagara, un site officiel de déplacés situé à la périphérie de Goma et accueillant plus de 15.500 personnes déplacées, les personnes et les familles vulnérables sont désormais hébergées dans 3.000 abris d'urgence. Actuellement, les abris d'urgence fournis ne couvrent que 3% des besoins estimés. Les femmes et les jeunes sont particulièrement exposés aux risques de protection, notamment à la violence sexuelle. Les interventions de protection visant à soutenir les femmes et les jeunes sont essentielles pour soulager leurs souffrances et prévenir les abus et l'exploitation. L'appel de fonds de 233 millions de dollars financé à 15% par les conversations avec les communautés locales d'accueil ont également souligné la nécessité de disposer d'abris. Plus de 180.000 personnes déplacées sont récemment arrivées sur le territoire de Kalehe, dont des dizaines de milliers se sont réfugiées dans la ville de Minova, à deux heures de route au sud de Goma. Les communautés locales d'accueil ont généralement partagé leurs ressources limitées avec les populations déplacées jusqu'à présent, mais elles sont soumises à d'énormes pressions. Avec une accalmie dans les affrontements ces dernières semaines suite à un fragile cessez-le-feu dans le Nord-Kivu, certaines personnes déplacées ont tenté de rentrer chez elles. Nombre d'entre elles sont motivées par les «conditions désastreuses» dans lesquelles elles vivent et par le besoin d'accéder à leurs terres pour cultiver leurs champs en dépit de l'insécurité persistante. Malgré ces besoins énormes, la RDC reste l'une des situations humanitaires les plus sous-financées au monde. Le HCR a besoin de 233 millions de dollars pour répondre aux besoins des personnes déplacées en RDC cette année, mais jusqu'à présent, il n'a reçu que 15% de ce